



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas 75012
Paris

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, président) : 06 08 03 91 82

Blog : <http://www.convergence-nationale-rail.fr/>

Paris, le 13 novembre 2019

Aux Président.es des groupes parlementaires

objet : la sécurité ferroviaire
face aux politiques de libéralisation

Madame La Présidente,
Monsieur Le Président,

Par ce courrier, nous souhaitons vous alerter sur les mauvais coups qui se préparent en matière de sécurité ferroviaire.

La Convergence Nationale Rail (CNR) en appui de ses 80 comités et collectifs d'usagers milite pour replacer l'humain dans le fonctionnement et la production ferroviaire, ce que revendiquent d'ailleurs 80% des usagers/citoyens.

Cela la conduit, dans le cadre d'un rassemblement national le 4 juin 2019 à déposer auprès de la direction SNCF 20 000 signatures recueillies sur des pétitions exigeant la réhumanisation des gares et des trains.

L'actualité récente a mis sur le devant de la scène de façon cruciale la question de la sécurité ferroviaire, sécurité des usagers, des cheminots et des circulations, ponctuée par des incidents, accidents, mouvements sociaux.

Aujourd'hui, nous vous demandons d'intervenir auprès du Gouvernement afin qu'il renonce à ses objectifs visant à affaiblir encore plus la chaîne de la sécurité ferroviaire.

Nous voulons parler de ce que le Gouvernement et la SNCF ont décidé, à savoir la suppression à compter du 15/12/2019, des cheminots/chefs d'escale (casquettes blanches) qui sur les quais ont la responsabilité de donner l'autorisation de départ des trains aux conducteurs.

Pour ce faire, le Gouvernement et la SNCF se retranchent derrière le cadre réglementaire qui serait imposé par les instances de l'Union européenne.

Mais à ce que nous savons, aussi libérales soient les politiques de l'Union européenne, elles n'imposent pas de supprimer tous les cheminots dans les gares, sur les quais, dans les trains !

C'est bien là une politique délibérée, décidée par le Gouvernement et mise en œuvre par la Direction de la SNCF.

Cette évolution réglementaire n'est donc motivée que par un intérêt économique basé sur la réduction des coûts afin de se préparer à l'ouverture à la concurrence « libre et non faussée » !

La sécurité ferroviaire devient donc une variable d'ajustement des politiques de libéralisation.

Cette perspective, porteuse de dangers graves, est inacceptable et avec d'autres forces, nous entendons la combattre.

Si on laisse faire, demain dans la plupart des gares, des trains, sur les quais, il n'y aura plus de cheminots et pour les trains, on aura que le seul conducteur qui devra faire face à l'ensemble des tâches à assumer !

Qui va s'occuper de surveiller la descente et la montée des voyageurs, de la fermeture des portes ?

Qui va prendre en charge les personnes âgées, étrangères, les handicapées (PMR) ?

Qui va régler les problèmes qui surviennent dans les trains et sur les quais ?

Qui va assurer la sécurité des usagers dans les gares de croisement en cas de retard, entraînant des changements de voies par rapport aux horaires habituels et des prises de risques par les usagers désorientés et livrés à eux-mêmes ?

Comment va procéder le conducteur du train dans les gares en courbe ?

Vous l'avez compris, nous sommes résolument opposés à ces politiques qui sacrifient la sécurité sur l'autel de la rentabilité financière, de la réduction des coûts, des gains de productivité, quel qu'en soit le prix à payer pour les usagers et les cheminots !

C'est pourquoi nous sollicitons votre intervention afin que soit arrêté ce projet néfaste et que tout au contraire soit lancé un grand plan de réhumanisation des gares et des trains en stoppant la suppression des emplois, la fermeture des guichets, en recrutant des cheminots en qualité et en nombre suffisant.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous prions d'agréer, Madame La Présidente, Monsieur Le Président, l'expression de notre haute considération.

2/ Le bureau de la Convergence Nationale Rail

Didier Le Reste, Président
Aurélien Djament, Vice-Président
Laurent Russeil, Secrétaire

Francis Portes, secrétaire adjoint
Vincent Jouille, Trésorier

